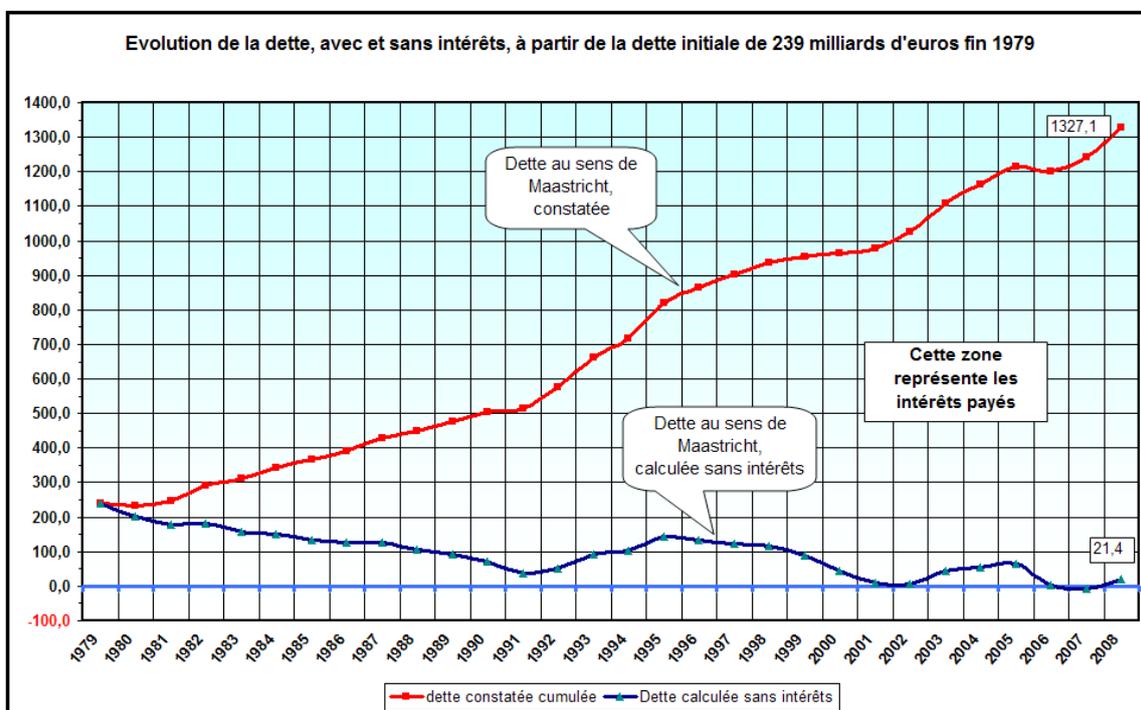


## Libérer l'Europe de la dictature de l'Empire britannique

La France appartient actuellement à une Union européenne qui se trouve sous le contrôle d'un système monétariste britannique. **En effet, nous avons perdu notre souveraineté nationale en matière monétaire en adhérant à l'euro. Celui-ci ne repose sur aucune politique commune, sur aucun dessein à long terme ; il est simplement une monnaie de banque livrée aux marchés financiers. Et leur centre se trouve dans la City. Les Etats de l'eurozone, pour investir, sont obligés d'emprunter aux banques et aux**

sociétés d'assurance, qui s'enrichissent à leurs dépens en touchant les intérêts de la dette ainsi accumulée. Notre dette publique représentera approximativement 80 % de notre produit intérieur brut fin 2010. Or si nous n'avions pas subi cet enchaînement d'intérêts à régler, notre dette ne s'élèverait qu'à environ 20 % du PIB (cf. courbe ci-contre). Les 60 % restants ont été extorqués par le système de l'euro, sous l'autorité d'une Banque centrale européenne, la BCE, qui est une banque de banques.



source : <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>

Comment s'est faite cette dépossession ? En plusieurs étapes. Tout d'abord une loi du 3 janvier 1973 (Pompidou-Giscard) a interdit à la Banque de France de faire des avances régulières au Trésor public, sans intérêt. Des conventions permettant à la Banque de France de faire des avances et des prêts à l'Etat devaient être exceptionnelles et approuvées par le Parlement. Autant dire quasi-impossible. Puis l'article

104 §1 du Traité de Maastricht, voté en 1992, « interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats membres, si après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques

des Etats membres ; l'acquisition directe auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite ». Enfin, entérinant cette approche, la loi du 4 août 1993, article 3, « interdit à la Banque de France d'autoriser des découverts ou tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre entreprise ou organisme public. L'acquisition directe par la Banque de France de titres de leur dette est également interdite ». **En clair, cela veut dire que le monopole de l'endettement de l'Etat est livré aux établissements financiers privés.**

Cela était vertueux, s'est-on justifié, car ainsi l'Etat ne pourrait plus se faire émettre du crédit public en faveur de ses projets, et ce serait anti-inflationniste. En fait, la stabilité de l'euro a bel et bien été assurée, **mais au détriment des salaires, devenus « valeur d'ajustement dans une concurrence libre et non faussée », des investissements productifs et de la recherche, progressivement taris.** Ainsi par exemple, les grands travaux européens prévus par Jacques Delors n'ont pu être effectués ou ont été remis à un très lointain futur. De plus, en alimentant sans cesse les banques et, comme c'est maintenant le cas, en les renflouant pour éviter leur faillite, on a créé un jeu inflationniste dans les domaines monétaires et financiers. Le territoire européen a participé à un jeu mondial dans lequel la quantité de monnaie en circulation a augmenté de 15 % par an en moyenne de 1990 à 2007 et s'accroît aujourd'hui au rythme de plus de 30 % ! Et alors qu'en 1990 la base monétaire représentait 4 % du PIB mondial, aujourd'hui c'est 21 %. L'Europe n'a pas échappé à ce contexte, dans lequel tous les actifs financiers ont augmenté dopés par du crédit (actions, obligations, or, matières premières, immobilier) avec aujourd'hui une dette tellement énorme qu'on ne peut en sortir, au sein de ce système, qu'en l'annulant par l'hyperinflation. **Avec une terrible austérité sociale, au détriment des salariés, des retraités et de l'épargne des classes moyennes.**

**Voilà le désastre où nous a conduit cette fausse Europe, appliquant les recettes de l'ultra-libéralisme britannique et centralisant tout le pouvoir dans la City de Londres, grande lessiveuse mondiale de l'argent de plus en plus douteux, avec la complicité agissante de Wall Street et des paradis fiscaux dans lesquels tout le monde s'installe, et d'abord la BNP ou la Société Générale ou encore le Crédit Agricole.**

C'est de ce système de pillage de l'Etat et des travailleurs qu'il faut sortir, si l'on ne veut pas sombrer avec lui.

Nicolas Sarkozy ou les dirigeants socialistes parlent beaucoup, mais tant qu'ils n'affronteront pas ce système et ne combattront pas pour en sortir, personne dans le monde ne les prendra au sérieux. Dans la « règle du jeu » actuelle, le seul dirigeant européen écouté est le patron de la BCE, Jean-Claude Trichet, car c'est à lui qu'a été confié le gouvernail... qui nous conduit vers les récifs !

Il est donc nécessaire de **changer de système, en revenant**

**à un ordre de crédit productif public, c'est-à-dire de crédit émis par une banque nationale et non une banque centrale, qui est une banque de banquiers. Ces crédits, à long terme et faible taux d'intérêt, doivent permettre de « jouer l'avenir » en équipant l'homme et la nature, et non nourrir des parasites financiers.**

**Evidemment, un tel choix va à l'encontre des Traités européens actuels.** Cependant, ceux-ci se trouvent de toutes façons remis en cause par la crise des paiements en Grèce, et bientôt en Espagne, au Portugal et en Irlande, que les gens de la City appellent élogiquement les PIGS (cochons) alors qu'eux-mêmes mériteraient au contraire amplement ce nom !

**Abandonner l'ordre monétariste des traités européens revient donc à abandonner un mourant pour pouvoir survivre.** En revenant à des monnaies nationales, un « franc polytechnique » lié à l'introduction de technologies nouvelles et à la qualification du travail humain, et non aux spéculations criminelles d'une caste oligarchique. Une banque nationale émettrait ce franc, associée à d'autres banques nationales en vue de grands projets communs, un euro nouveau étant employé lorsque plusieurs Etats participent à ces projets, comme monnaie de référence utile, et non comme instrument de pillage financier.

Cependant, il ne faut pas rêver. La France a aujourd'hui les pieds et poings liés, à travers le système de l'eurozone, au système de pillage britannique, du fait de la responsabilité de nos gouvernements depuis au moins 1973. M. Trichet lui-même a constaté à plusieurs reprises cet accord entre nos gouvernements sur ce point essentiel : la soumission au pillage monétariste.

**Pour en sortir, pour réellement rompre avec le système britannique de l'euro, imposé de l'extérieur par la City, il faut une combinaison de forces suffisamment puissante.** La France et l'Allemagne, qui ont naturellement des intérêts

communs, n'y suffisent pas. La seule force suffisante est celle représentée par la Chine, l'Inde, la Russie et les Etats-Unis, contre le système de pillage de Londres et de Wall Street. Difficile à mettre en place ? Sans aucun doute, mais il n'y a pas d'alternative.

**Que peut donc faire la France ? Changer de politique, et devenir un catalyseur.** Ne plus mentir en prétendant faire seule ou avec l'UE ce qu'on ne peut pas, mais en affichant ce que l'on pourrait faire en se donnant une

stratégie plus vaste et plus hardie : équipement de l'homme et de la nature, emplois qualifiés, espace, technologies de pointe avec un nucléaire au service de tous, recherche, développement mutuel, rendre justice à l'Afrique.

**Bref, échapper au gouffre en inspirant.** Notre projet régional pour la Bretagne se situe dans ce contexte ; autrement, il n'aurait aucun sens, sinon de vendre des illusions sans prendre en compte que les flots déchaînés d'une spéculation criminelle nous menacent. **Nous ne voulons pas être une nouvelle ville d'Ys, périssant à cause de son propre aveuglement.**

